



Monsieur le président de la République,
Mesdames, Messieurs de la majorité parlementaire

Monsieur le président de la République,
Vous avez incarné l'espoir d'un « changement maintenant » et, à ce jour, il a été déçu.
Vous avez désigné la finance comme votre adversaire, et elle règne toujours.
Vous avez prôné l'emploi et la justice sociale, mais le chômage augmente et le niveau de vie des moins favorisés diminue.

Le gouvernement de votre Premier ministre a su tenir bon face aux manifestations de l'extrême droite alliée à la droite parlementaire, et il a réussi à faire adopter la loi sur le mariage pour tous. Nous aurions souhaité la même détermination pour les autres réformes.

Il a certes beaucoup écouté la société civile mais sans l'avoir, semble-t-il, entendue. Les grands débats nécessaires à la réussite du changement – sur la politique migratoire et les demandeurs d'asile, la politique de sécurité, les réformes démocratiques, l'avenir de la jeunesse – ont été, jusqu'à ce jour, évacués.

Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Vous vous êtes présentés pour tourner la page des politiques inégalitaires, injustes et sécuritaires ; les stigmates de l'ancienne législature perdurent.
Vous avez voulu incarner l'alternative ; elle peine à se mettre en place.
Vous avez souhaité une pratique parlementaire indépendante et exigeante ; votre voix, trop souvent, est étouffée.

Vous avez l'honneur d'élaborer et de voter les lois. Cette charge vous engage. Nous en appelons à votre responsabilité de représentants du Peuple souverain. L'opposition, la frilosité et l'esprit de renoncement seront toujours mobilisés pour faire échec aux réformes de justice et de progrès. Il vous incombe de faire en sorte que l'espoir et les changements se concrétisent.

Nous en appelons à cette relation démocratique forte, et à votre courage. Il est vain de vouloir apprivoiser ou contourner les maux qui découlent des politiques néolibérales ou des réflexes sécuritaires. Assumez les propositions de progrès pour les droits et les libertés du programme sur lequel vous avez été élus ; vous ne lui serez fidèles qu'en défendant des mesures de justice, de lutte contre les inégalités, et de restauration des droits des citoyens bafoués par la législation rétrograde des derniers quinquennats.

Monsieur le président de la République, Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Vous avez l'honneur et la charge de disputer notre pays aux crises financière, économique et morale qui alimentent chômage, xénophobies et défiance du politique. Nous avons besoin pour cela de justice et de pragmatisme, d'éthique et de démocratie, de décisions et de détermination. Le changement et la justice ne sont pas des concessions accordées par les forces politiques et

économiques qui s'y opposent. La justice, la démocratie et le progrès social ont toujours dû être conquis de haute lutte. Cette vérité est plus que jamais d'actualité.

Monsieur le président de la République, Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Nous, militants de la Ligue des droits de l'Homme réunis en congrès, vous demandons instamment de manifester l'éthique politique, le courage civique et la responsabilité nécessaires pour combattre la crise et promouvoir les valeurs proclamées de la République que sont l'égalité, la liberté et la fraternité.

Nous, militants de la Ligue des droits de l'Homme, répondons toujours présents à l'appel de ces valeurs, et nous nous engageons pour les réformes qu'elles appellent. Nous continuerons à le faire :

- jusqu'à ce que le droit de vote et d'éligibilité de tous les résidents étrangers s'impose car il répond à un impérieux besoin d'élargissement de la démocratie ;
- jusqu'à ce que les rapports entre la police et la population, et particulièrement la jeunesse, soient profondément réformés, car cela répond à un profond besoin de sécurité et de sérénité ;
- jusqu'à ce que la politique pénale soit rééquilibrée, afin que le tout-carcéral laisse la place à une justice digne et réellement efficace,
- jusqu'à ce que les étrangers soient traités dans le respect des droits de l'Homme et des conventions internationales, qu'il s'agisse de nos concitoyens européens que sont les Roms ou de ceux qui vivent parmi nous ou y recherchent un droit effectif à la protection ;
- jusqu'à ce que les politiques économiques poursuivent le progrès social plutôt que l'enrichissement inégal.

Monsieur le président de la République, Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Vous avez, là où vous êtes, là où le peuple vous a placés, d'immenses responsabilités. Il vous revient de ne pas les décevoir, et il nous revient de vous le rappeler.

Croyez en notre détermination, à la hauteur de ce que mérite l'avenir de la République.